

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

CRIDAM



Comité pour le Respect du Droit des Musulmans

N° 3, mai 2003.

Email : cig@geneva-link.ch

Adresse : 104, rue des Eaux-Vives 1207 Genève.

Site Internet : <http://www.cige.org>

Industrie de l'Holocauste et guerre au Proche-Orient

La presse et les médias occidentaux sont-ils vraiment libres aujourd'hui de dire toute la vérité sur ce qui se passe autour de nous? Qu'il nous soit permis d'en douter, même si certains citoyens, fiers des libertés que leur offre la démocratie, n'hésiteraient pas à remettre en cause la pertinence de cette question. Et si effectivement les démocraties constituaient, à grand renfort de manipulations médiatiques, le meilleur moyen d'orienter les opinions publiques en donnant à chacun l'illusion de la liberté, mais en imposant, au-delà des débats gratuits et des manifestations inopérantes, une pensée unique, ou mieux encore, une fatalité événementielle dictée par la loi du plus fort ?

Et d'ailleurs, chaque époque a ses dogmes et ses sujets plus ou moins tabous. Observez comment en Occident l'on approche avec une certaine appréhension la « question juive ». Le sentiment de culpabilité habite la conscience collective des Européens à qui la shoah commande une prudence qui confine parfois à l'autocensure. S'il importe de défendre le devoir de mémoire, de rejeter toute forme de négationnisme ou de révisionnisme, ou de dénoncer tout discours minimisant les atrocités commises par les nazis, remarquons cependant que de nos jours, il n'est même plus question de considérer les documents et les archives historiques : demander simplement une relecture de l'histoire à la lumière des faits est devenu suspect, voire considéré comme une hérésie. Non. On doit admettre comme un dogme absolu le caractère unique de l'extermination du peuple juif. Les nombreux films et livres romancés sur le sujet sont là pour renforcer et façonner un état d'esprit

qui se traduit par une allergie viscérale à toute critique du juif parce qu'il est juif. Exemple : si Oriana Fallaci avait parlé dans son dernier ouvrage de « juifs qui se multiplient comme des rats », au lieu « des Arabes », il y a longtemps que son livre, condamné, brûlé en place publique par le peuple, aurait disparu de l'étalage des librairies.

Les maîtres à penser de l'industrie de l'Holocauste ont exploité le thème des persécutions subies sans la moindre hésitation. Pour Elie Wiesel, la comparaison de l'Holocauste avec les souffrances d'autres peuples constitue « une trahison absolue de l'histoire juive » (Wiesel, *Against Silence*, vol. III, p. 146). Il semble donc que les dizaines de millions de paysans russes exterminés par Staline soient un détail de l'histoire, comparés aux victimes de la shoah. Et le prix Nobel de la paix, cité par Norman Finkelstein - un autre penseur juif remarquable - affirme encore : « L'Holocauste est une tragédie juive aux implications universelles ; son universalité réside dans son unicité. » (Wiesel, *Against Silence*, vol. III, pp. 156)

Un dogme, une foi, des hérétiques, la crainte de toute forme de transgression, voilà les ingrédients d'une nouvelle religion, venue se substituer à toutes celles que le rationalisme a déclassées dans les registres du passé. Que l'on me comprenne bien (et cette précaution prouve déjà par elle-même ce que j'explique là, car il serait regrettable de finir à l'amende ou en prison pour un malentendu) : il ne s'agit pas de nier la shoah et ses épouvantables horreurs, mais de refuser qu'une page sombre de notre histoire se transmue en Vérité unique et absolue, insoutenable intellectuellement et par conséquent irrationnelle. Une telle attitude ne fait au contraire que renforcer le camp des révisionnistes qui travaillent dans l'ombre et se servent de ce dogmatisme pour propager

l'antisémitisme. Et c'est cela précisément qu'il faut combattre.

Or, Finkelstein, il y a trois années, s'en était pris à cet usage abusif de la mémoire de son peuple pour justifier tous les excès : « Ce dogme, disait-il, sert également à donner toute licence à Israël » (*L'industrie de l'Holocauste*, La fabrique éditions, Paris, 2000, p. 52). Boas Evron observe que certains juifs ont développé ainsi une mentalité qui « excuse à l'avance tout traitement inhumain envers les non-juifs, car si la mythologie dominante est que « tous les peuples ont collaboré avec les nazis dans la destruction des juifs », alors tout est permis aux juifs dans leur relation avec les autres peuples. » Boas Evron, *Jewish State or Israeli Nation*, Bloomington, 1995, pp. 226-227).

Mais pourquoi, me direz-vous, reprendre ce thème à l'heure où la guerre en Irak occupe le devant de la scène internationale ?

Tout simplement pour relever que c'est bien cette même forme de dogmatisme qui muselle les consciences et dicte le silence contre toute évidence. En veut-on des exemples ? Tout le monde sait que l'administration Bush est entièrement sous l'influence des lobbies sionistes. Donald Rumsfeld, Dick Cheney, Paul Wolfowitz et Richard Perle sont tous juifs, et tous accordent un soutien inconditionnel à l'Etat d'Israël. Cela n'est nouveau pour personne, mais qui donc aujourd'hui a vraiment le courage de le souligner et de dénoncer leurs manoeuvres, en gros titres, dans la presse et les médias ? Les plus courageux osent quelques allusions, sans plus.

Autre exemple édifiant : la revue *Kivounim* parue en février 1982 et publiée par l'Organisation sioniste mondiale, expliquait en toutes lettres : « L'éclatement de la Syrie et de l'Irak en régions déterminées sur la base de critères ethniques ou religieux doit être, à long terme, un but prioritaire pour Israël, la première étape étant la destruction des puissances militaires de ces Etats (...) L'Irak est dans la ligne de mire israélienne. Sa dissolution serait pour nous, plus importante que celle de la Syrie, car c'est lui qui représente, à court terme, la plus sérieuse menace pour Israël. »

Or, ce projet sioniste, décidé il y a plus de vingt ans, est exactement repris par le Secrétaire d'Etat américain Colin Powell, qui le 1^{er} avril 2003, lors de la prestigieuse conférence annuelle de l'AIPAC, l'organisation la plus influente du lobby juif

américain, affirme en reprenant les remarques de Donald Rumsfeld une semaine auparavant : « La Syrie se trouve aujourd'hui devant un choix crucial. Si elle continue à soutenir les organisations terroristes sur son territoire et ailleurs, elle sera responsable d'un tel choix et de toutes ses conséquences ». Même si la Syrie est membre du Conseil de sécurité, rien n'empêchera la première puissance mondiale d'en faire une cible le moment venu.

Voilà donc où nous mènent de façon déconcertante les dogmes absolus de l'ère nouvelle : on nous prescrit de ne pas blasphémer la souffrance – bien réelle – des juifs massacrés par le nazisme, mais la censure ainsi décrétée s'étend de façon illégitime à ceux qui sont devenus aujourd'hui les bourreaux de l'histoire, et qui imposent la force contre le droit, la confiscation des terres et des biens, au mépris des vies humaines. L'implication même des faucons de l'administration Bush dans l'exploitation du butin pétrolier irakien confirme que l'industrie de l'Holocauste a encore de beaux jours devant elle.

Hani Ramadan



Obscurantisme

Les fondamentalistes pour la guerre

Le gratin des dirigeants politiques israéliens et états-uniens s'est réuni à Washington pour le congrès de l'AIPAC. Les fondamentalistes juifs et chrétiens y ont célébré ensemble la destruction de Babylone par les bombes de la Coalition.

Le Comité des affaires publiques israélo-américain (American Israel Public Affairs Committee - AIPAC) a tenu son 44^{ème} congrès politique dans un grand hôtel de Washington. Pendant trois jours, du 30 mars au 1^{er} avril 2003, deux mille cinq cents délégués et plus d'un millier d'invités de marque ont débattu de la guerre contre l'Irak et du remodelage du Proche-Orient.

L'AIPAC est une coordination d'associations qui se définit elle-même comme formant le « lobby américain pro-israélien ». Contrairement à l'Institut juif pour les affaires de sécurité nationale (Jewish Institute for National Security Affairs - JINSA), qui est un lieu décisionnaire, l'AIPAC se cantonne

dans un rôle de relais entre les élites dirigeantes des deux pays et de publiciste des politiques communes.

Les débats ont été ouverts par l'évangéliste Gary Bauer, ancien rival malheureux de George W. Bush aux primaires du Parti républicain. Il a déclaré que « Dieu a donné la terre d'Israël au peuple juif » et que « nul, ni l'ONU, ni l'Union européenne, ni la Russie, ni quelque Quartet ou trio que ce soit ne peut décider pour cette terre qui ne leur appartient pas ». Il est « obscène » que l'administration Bush exige des efforts supplémentaires du peuple d'Israël pour obtenir la paix, a-t-il conclu.

Après avoir salué son ami Shimon Peres, le secrétaire d'État, Colin Powell, a répondu en se situant sur un terrain plus rationnel. Il a d'abord fait le point des opérations contre le terrorisme et contre l'Irak. Puis, il a reproché à Téhéran de s'entêter à se doter de l'arme nucléaire et de soutenir le Hezbollah. Se faisant plus menaçant, il a reproché à Damas de soutenir le Hezbollah et le régime de Saddam Hussein et a averti la Syrie que si elle persistait dans ses choix, elle devrait en subir les conséquences. Évoquant le processus de paix au Proche-Orient, il a rappelé que les États-Unis étaient favorables à la création d'un État palestinien à côté de l'État hébreu. Cependant, cette évolution serait conditionnée, d'une part, par la réforme des institutions palestiniennes pour qu'elles deviennent un partenaire pacifique et, d'autre part, par l'arrêt de la colonisation israélienne.

Silvan Shalom, ministre israélien des Affaires étrangères, a remercié son homologue. Il a souligné la communauté de vue entre Tel Aviv et Washington et regretté qu'Israël ne siège pas au Conseil de sécurité où il aurait pu soutenir fermement la guerre contre l'Irak. Citant le prophète Jérémie, il a assimilé le bombardement de Bagdad au châtement de Dieu contre Babylone. Formellement Israël n'est pas membre de la Coalition, mais de source militaire on indique que de petites unités de Tsahal sont engagées en Irak. Elles participent à des missions de renseignements avec leurs propres drones, de type Hunter et Pioneer, et conseillent les Britanno-états-uniens en matière de maintien de l'ordre dans les villes

« libérées ».

En retrait, Benny Elon, ministre israélien du Tourisme, commentait cet échange en déclarant aux journalistes : « La position US n'est pas nouvelle. Notre job, c'est de nous assurer qu'un État palestinien, qui représente par de nombreux aspects un danger pour Israël, ne soit pas créé ».

Les débats qui ont suivi ont été divisés en douze forums. Parmi les personnalités présentes, on reconnaissait une brochette de membres de la Knesset, Kenneth Mehlman (directeur politique de la Maison-Blanche), John Bolton et William Burns (secrétaires d'État adjoints), la moitié des sénateurs et un tiers des représentants. Les orateurs se sont félicités de l'attaque préventive contre l'Irak qui permet à la fois de protéger les États-Unis des armes de destruction massive du régime de Bagdad, et de protéger Israël du complot antisémite animé par Saddam Hussein pour détruire l'État hébreu.

Les dirigeants de l'AIPAC ont déployé tous leurs talents pour convaincre les ministres et parlementaires présents de ne pas inclure de calendrier dans le plan de paix de Colin Powell. Cette question a été largement débattue lors d'une séance à huis clos au cours de laquelle Condoleezza Rice, conseillère de sécurité nationale, est intervenue. Les journalistes présents se sont engagés à ne pas rendre compte de ces échanges. Les congressistes ont réservé une ovation debout à Madame Rice, qui a été formée par Josef Kolber (père de Madeleine Albright), et a toujours manifesté un soutien indéfectible à Israël. Selon nos informations, Condoleezza Rice a laissé entendre que Washington pourrait renoncer à un calendrier formel si Tel Aviv cessait d'envenimer les choses en laissant s'implanter de nouvelles colonies. Au passage, elle a stigmatisé la politique arabe de la France. Puis, elle a confirmé que la Syrie et l'Iran seraient probablement les prochaines cibles de la Coalition. Tandis que John Bolton (sous-secrétaire d'État) déclarait : « Je ne pense pas qu'aucun d'entre nous soit assez naïf pour croire que l'exemple de l'Irak seul sera suffisant ».

Le sénateur Bob Nelson a évoqué la détérioration des relations entre Washington et Paris. Il s'est interrogé sur une éventuelle rupture dans les cinq

ans à venir. Préventivement, un fonds a été créé pour financer des associations pro-israéliennes en France.

source : réseau voltaire.net



PALESTINE **Une soif de liberté**

Le deuxième soulèvement palestinien, surnommé Intifada d'El Aqsa se poursuit. La première manifestation populaire s'est déroulée après la prière du vendredi 29 septembre 2000, sur l'esplanade de la Sainte Mosquée. Les manifestants ont crié leur colère contre la venue du criminel Sharon, sur cette même esplanade, entouré de milliers de soldats.

La réponse des soldats israéliens fut très violente, les premiers civils palestiniens commençaient à tomber.

Aujourd'hui, le nombre de morts palestiniens est de plus de 2000, dont 23 % sont des enfants. Plus de 41000 blessés dont 2500 handicapés, parmi eux 500 enfants. Malgré tous ces sacrifices, les Palestiniens sont décidés à poursuivre leur lutte pour la création d'un Etat indépendant. Les enfants de Palestine, désarmés, ne reculent pas devant la mort, car ils ont soif de liberté. Pendant cette Intifada, Israël, la plus grande puissance militaire de la région, a utilisé tout son arsenal militaire : des avions de chasse type F16, des hélicoptères d'assaut de type Apache, des blindés, des chars super sophistiqués de type Merkava ; même la marine israélienne participe à différentes agressions sur le littoral de la bande de Gaza. Durant ces années de l'Intifada d'El Aqsa, des Palestiniens ont vu la destruction de l'infrastructure de base de la plupart de leurs villes.

Au nom de la « lutte antiterroriste », Israël a détruit des routes, des usines, des ateliers, des écoles, des universités et même des terres agricoles. Des centaines d'oliviers ont été déracinés par les chars et les bulldozers blindés. Atteinte flagrante aux droits de l'homme : Israël continue d'employer

contre les Palestiniens les punitions collectives comme au temps des nazis, imposant le couvre-feu durant des mois sans interruption, l'état de siège, l'interdiction à des milliers de travailleurs de regagner leur lieu de travail. 70% des citoyens sont au chômage, 75% vivent au-dessous du seuil de pauvreté. 30% des enfants palestiniens souffrent de malnutrition.

L'évidence de la discrimination à l'encontre des enfants arabes palestiniens dans les écoles israéliennes ressort des enquêtes conduites par Human Rights Watch dans vingt-six écoles arabes et juives.

Sur pratiquement tous les points, les enfants arabes palestiniens reçoivent un enseignement de qualité inférieure à celui des enfants juifs. Leurs résultats scolaires relativement médiocres en sont le reflet. Encore un exemple unique au monde d'un système sioniste dans la vie éducative à ne pas suivre.

Pire encore : en Palestine, près de 900 écoles ont été partiellement fermées, 10 écoles transformées en casernes militaires, 15 écoles totalement fermées. Depuis le début de l'Intifada, 150 écoliers sont morts et 2500 ont été blessés. Rappelons que le secteur de la santé a lui aussi été visé, une vingtaine de médecins et personnes chargées de la santé ont péri : des dizaines d'ambulances ont été détruites.

Le premier ministre Ariel Sharon a été réélu pour conduire l'armée israélienne encore une fois à des violations des droits de l'homme devenues dramatiquement banales sous le fallacieux et habituel prétexte antiterroriste. Ces violations envers le peuple palestinien constituent de graves manquements à tous les textes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

AFGHANISTAN **Population civile en otage**

Les Afghans ne supportent plus la présence américaine sur leur territoire. La recrudescence des attentats était prévisible et laisse planer le doute quant à la réussite du plan de paix que les nations unies veulent bien instaurer dans ce pays ravagé par 20 années de guerres sanglantes. Des citoyens

afghans, auxquels le gouvernement transitoire attribue tous les attentats, se sont formés en petits groupes pour diriger des actions contre la présence américaine. Tous ces groupes sont issus d'une population qui se dit « victimes des graves dépassements de l'armée américaine ».

Exemple : les Américains, lorsqu'ils sont arrivés à Kordouz, ont commencé par l'utilisation de l'artillerie suivie des armes lourdes. Ils avaient détruit toutes les maisons et personne ne pouvait élever la voix ou réclamer quoi que ce soit, sous peine d'être qualifié de « terroriste ». Des témoignages sont exprimés par des habitants de Kandahar et de Jallalabad, où des actions militaires américaines ont été très violentes envers la population CIVILE. Quant au nombre de morts, que ce soit du côté américain ou de celui des Afghans, aucun responsable américain ne donne des informations, ni d'ailleurs aucune précision sur les résultats concrets obtenus durant plus d'une année de présence en Afghanistan. Pourtant, une information donnée par la presse pakistanaise affirme que 70 militaires américains ont été tués lors de cette guerre. De nombreux responsables Afghans avancent un bilan de 3000 à 4000 morts, lors des bombardements américains. A tout moment, la situation risque de se détériorer.

Il est bon de rappeler que la culture de l'opium en Afghanistan, naguère le premier producteur au monde de cette drogue, a fait un bond de plus de 2000 tonnes depuis la chute du régime taliban selon un rapport réalisé par l'organisation britannique DRUGSCOPE. Les auteurs de ce rapport estiment que ce boom de la production d'opium, - que les talibans avaient fini par interdire - met en relief l'urgence qu'il y a de reconstruire l'infrastructure de l'Afghanistan et de détourner les agriculteurs de ce type de culture lucrative.

L'opium afghan sert à fabriquer la majeure partie de l'héroïne vendue en Europe et la quasi-totalité de l'héroïne qui entre illégalement en Grande-Bretagne.

Le rapport évalue entre 1900 et 2700 tonnes la production totale pour 2002, soit un bond considérable par rapport aux 185 tonnes de 2001.

TUNISIE

Le livre noir

Reporters sans frontières et plusieurs organisations de défense des droits de l'homme publient *Tunisie, le livre noir* (éditions *La Découverte*), une compilation de leurs rapports respectifs sur la situation des droits de l'homme dans le pays.

« Voici (...) la lugubre chronique d'une dictature ordinaire, celle que fait peser le général-président Ben Ali sur un peuple épris de liberté. Elle rassemble les enquêtes conduites par des organisations de défense des droits de l'homme (...). En un temps où est mise à l'ordre du jour la lutte contre des terroristes incontestables ou présumés tels pour des raisons de commodité politique, il n'est pas superflu de rappeler que des terroristes avérés logent, non point au fond de grottes obscures, mais dans des palais présidentiels, comme celui de Carthage, où ils reçoivent l'hommage de leurs pairs et bénéficient, pour l'instant au moins, d'une parfaite impunité », écrit notamment Gilles Perrault dans la préface de l'ouvrage.

Textes et documents de : Ammesty International, Avocats sans frontières, Centre tunisien pour l'indépendance de la justice. Conseil national pour les libertés en Tunisie, Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, Organisation mondiale contre la torture, Reporters sans frontières, Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme, Service international des droits de l'homme.



Massacres en Tchétchénie : un document officiel accable l'armée russe

Plus de 100 exécutions de civils par mois en moyenne en 2002, près de 3 000 cadavres retrouvés dans des charniers, enlèvements et tortures. Pour la première fois, un rapport des autorités tchétchènes prorusse établit la réalité de crimes toujours niés par le pouvoir.

C'est un document qui réfute toute idée que la situation en Tchétchénie se normalise. Emanant du gouvernement tchétchène prorusse, mis en place par Moscou dans la République, il fournit des données accablantes sur la violence qui règne dans cette région du Caucase, où quelque 100 000 soldats russes sont déployés depuis trois ans et demi dans le cadre de ce que le Kremlin continue de désigner comme une "opération antiterroriste".

Ce rapport, dont une copie a été obtenue par *Le Monde*, a été transmis, fin mars, "au plus haut niveau fédéral" russe, selon nos sources.

C'est-à-dire à Vladimir Poutine. Interrogés sur ce point, les services de Sergueï Iastrjembski, le porte-parole spécial du Kremlin sur la Tchétchénie, disent ne rien savoir : "Nous ne pouvons ni confirmer ni infirmer. Ce rapport existe peut-être. Peut-être a-t-il été transmis au président, mais il n'est pas passé par nos services."

Sur une trentaine de pages, le document représente une première tentative de bilan officiel des crimes commis contre les civils en Tchétchénie. Une partie du rapport, intitulée "Informations sur les assassinats commis sur le territoire de la Tchétchénie du 1er janvier 2002 au 31 décembre 2002", dénombre un total officiel de 1 314 assassinés "parmi la population civile" pour la seule année 2002. Il s'agit là de décès survenus hors de tout affrontement armé, tirs d'artillerie, bombardements ou explosions de mines télécommandées. Il s'agit d'un décompte des victimes d'exécutions sommaires.

En moyenne, cela donne 109 Tchétchènes tués chaque mois, selon ce document officiel. C'est le double des évaluations fournies par l'association russe Mémorial, qui tient une "chronique" des exactions en Tchétchénie mais reconnaît que ses données ne sont pas complètes, faute de moyens pour couvrir tout le territoire. Les défenseurs des droits de l'homme seraient ainsi en dessous de la vérité.

Autre constat et aveu contenus dans ce rapport : l'abondance des charniers, reconnue pour la première

fois de façon officielle. Sur deux pages intitulées "Données concernant les charniers de civils sur le territoire de la République tchétchène, recueillies par le ministère tchétchène des situations d'urgence" s'étend une liste de 49 noms de localités avec, en face, le "nombre de cadavres" exhumés, depuis le début de la guerre, des fosses communes.

L'une d'elle, située au "cimetière central de Grozny", contient 260 corps, dit ce document. Au "village de datchas en face de Khankala", la plus grande base militaire russe en Tchétchénie : 43 dépouilles exhumées. Au village de Alkhan Kala, 35 corps. A Proletarskoe, 17 corps. A Aldi, un faubourg de Grozny, 22 corps. A Ourous-Martan, 13 corps. A Staraiïa Sounja, 18 corps. Au "sovkhoze laitier numéro 15", 2 corps. Au village de Berkat-Iourt, 5 corps. Et ainsi de suite.

Ce bilan, dont on ne peut pas savoir avec certitude s'il a été établi (erreur de frappe sur la page ?) en février 2002 ou en février 2003, fournit un chiffre officiel : 2 879 cadavres ont été trouvés dans des charniers en Tchétchénie. La notion de charnier a ainsi fait son entrée dans les documents bureaucratiques russes.

Une autre partie du rapport décrit des dizaines de cas d'"assassinats", "découvertes de cadavres portant de signes de mort violente", "découverte de fragments de corps"(habitants tchétchènes attachés puis déchiquetés à l'explosif, pratique fréquente chez les soldats russes depuis un an), ainsi que des "enlèvements", "tortures" et "passages à tabac", visant des civils tchétchènes. (...) Etablies sur la base de données recueillies localement par les autorités gouvernementales tchétchènes, ces informations constituent un aveu qui contredit du tout au tout le discours officiel russe. Oui, disent ces pages, l'armée russe commet des crimes de guerre. Oui, la Tchétchénie est un pays émaillé de charniers. Non, aucune amélioration n'a été observée ces derniers mois. Publiquement, le pouvoir russe garde un silence total sur ces faits qui se déroulent sur un territoire interdit aux médias.

Natalie Nougayrède, in *Le Monde*, 12.04.03

Déclaration et appel urgent de Médecine pour le Tiers Monde

Les puissances d'occupation responsables d'une crise humanitaire très grave en Irak

Bagdad, 16 avril 2003

En tant que docteurs en médecine, nous ne pouvons demeurer silencieux face aux énormes souffrances de la population civile irakienne provoquées par les bombardements, l'invasion et l'occupation des troupes américano-britanniques.

Nous avons vu des centaines de civils, dont de très nombreux enfants, blessés et tués, souvent par des armes interdites, telles les bombes à fragmentation. Nous avons vu comment des ambulances et des véhicules civils étaient mitraillés par les troupes américaines. Nous avons également vu à quel point patients et travailleurs médicaux avaient des difficultés à franchir les check points militaires américains pour atteindre les services de soins.

Aujourd'hui, nous voyons comment les hôpitaux civils et autres bâtiments et équipements médicaux irakiens sont pillés et laissés à l'abandon. Bien des travailleurs médicaux irakiens ne peuvent tout simplement plus aller travailler. Sans électricité, sans eau potable, sans médicaments et autres fournitures médicales, bien des patients sont tout simplement condamnés à mort.

En tant que professionnels des soins de santé et en tant qu'êtres humains, nous ne pouvons tolérer cette situation. Par conséquent, nous lançons la déclaration suivante, qui constitue en même temps un appel urgent :

L'actuelle catastrophe humanitaire est due à l'entière et seule responsabilité des autorités américaines et britanniques, qui ont lancé une guerre d'agression contre l'Irak, en violation complète de la législation internationale.

Au cours de cette guerre, les troupes américano-britanniques ont violé de façon grossière et répétée la législation humanitaire internationale (Articles 10, 12, 15, 21, 35, 36, 41, 45, 47, 48 et 51 du Protocole n°1 des Conventions de Genève).

Une véritable solution durable à la catastrophe humanitaire en Irak ne serait envisageable qu'après le retrait immédiat et inconditionnel des troupes américano-britanniques d'occupation et la restauration complète de la souveraineté irakienne sur l'ensemble du territoire irakien, en fonction du

seul libre choix du peuple irakien et de personne d'autre.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne devraient être obligés de payer tous les dommages directs et indirects ainsi que les souffrances que leur guerre a infligés au peuple, au territoire et à la société de l'Irak.

Dans l'intervalle, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, en tant que puissances occupantes, ont le devoir d'approvisionner la population en vivres, médicaments, fournitures médicales et autres (Article 55 de la Quatrième Convention de Genève). De même, il est de leur devoir d'assurer et de maintenir en état de fonctionnement, avec la coopération des autorités nationales et locales, les établissements et services médicaux et hospitaliers, la santé publique et l'hygiène sur toute l'étendue des territoires occupés. Ils doivent également permettre au personnel médical de vaquer à ses occupations (Article 56 de la Quatrième Convention de Genève).

Nous appelons toutes les institutions concernées des Nations unies, telles l'UNFP, l'Unicef et l'OMS, à reprendre sans tarder leurs opérations humanitaires en Irak. Un pompier n'attend pas qu'une maison ait été entièrement ravagée par un incendie pour combattre le feu et empêcher la destruction complète du bâtiment.

Nous soutenons toutes les actions spontanées et organisées de la population irakienne visant à dénoncer l'occupation américano-britannique et à exiger que les autorités américaines et britanniques remplissent leurs devoirs, conformément aux lois humanitaires internationales.

Nous soutenons toute initiative visant à déférer le général américain Tommy Franks et autres sommités militaires américaines et britanniques devant une cour de justice afin qu'ils y répondent de leurs violations des lois humanitaires internationales. A la requête de victimes directes (parmi lesquelles des patients et du personnel médical) de ces mêmes violations par les Etats-Unis, nous avons demandé à l'avocat belge bien connu, Maître Jan Fermon, spécialiste des droits de l'homme, d'examiner les possibilités concrètes de citer le général américain Tommy Franks à comparaître devant un tribunal belge pour crimes de guerre et ce, sur base de la législation belge de compétence universelle.

Geert Van Moorter, médecin urgentiste, à Bagdad depuis le 16 mars;

Colette Moulaert, pédiatre, à Bagdad du 18 mars au 13 avril;

Harrie Dewitte, médecin généraliste, à Bagdad du 6 au 13 avril;

Claire Geraets, médecin généraliste, à Bagdad depuis le 6 avril;

Bert De Belder, docteur en médecine, coordinateur de Médecine pour le Tiers Monde, Bruxelles, Belgique.

Laurent Van der Stockt :

"J'ai vu des marines américains tuer des civils"

Le photographe Laurent Van der Stockt, de l'agence Gamma, sous contrat avec le New York Times Magazine, accompagné par Peter Maas, le rédacteur de ce même journal, a suivi pendant trois semaines la progression du 3/4 marines (4^e régiment, 3^e bataillon) jusqu'à la prise de Bagdad, le 9 avril.

Né en Belgique en 1964, Laurent Van der Stockt travaille essentiellement dans les zones de conflit : première guerre du Golfe, Yougoslavie, Afghanistan, Tchétchénie, Afrique, territoires occupés. Il témoigne.

" Les marines sont généralement moins favorisés que l'armée. Ils sont préparés pour les sales boulots, les moins honorifiques. (...)

Je n'ai jamais vu une guerre avec aussi peu de "retours". L'armée irakienne est fantôme, quasi inexistante. En trois semaines, je n'ai vu de l'adversaire que quelques roquettes, quelques tirs de balles, des tranchées désertées avec un soldat irakien mort à côté d'un morceau de pain et du vieux matériel. Rien qui concrétise une vraie confrontation, rien de comparable à la démesure des moyens américains.

Le 6 avril, nous sommes à la périphérie est de Bagdad, devant un pont stratégique que les Américains appellent le Bagdad Highway Bridge. Les zones habitées sont plus nombreuses. Les snipers américains ont reçu l'ordre de tuer tout ce qui avance vers eux. Cette nuit-là, un adolescent qui traverse le pont est abattu.

Le matin du 7 avril, les marines décident de franchir le pont. Un obus tombe sur un véhicule blindé. Deux marines sont tués. Le passage prend une allure tragique. Les soldats sont stressés, fébriles. Ils crient. Pour ma part, je considère que le risque n'est pas majeur et je suis le mouvement. Eux hurlent, se crient les ordres, leurs positions, entre le fantasme, la mythologie, le conditionnement. L'opération se transforme en passage du pont de la rivière Kwai.

Après, c'est une portion de terrain ouverte, ils progressent et prennent position, cachés derrière des buttes de terre. Ils sont toujours très tendus. Une petite camionnette bleue se dirige vers le convoi.

Trois tirs de sommation, pas très ajustés, devraient la faire s'arrêter. La voiture continue de rouler, fait un demi-tour, se met à l'abri, revient doucement.

Les marines tirent. C'est confus, ils tirent finalement de toutes parts. Des "Stop the fire !" (cessez-le-feu) sont criés. Le silence qui suit est accablant. Deux hommes, une femme viennent d'être criblés de balles. C'était ça l'ennemi, la menace.

Une deuxième voiture arrive, le scénario se répète. Les passagers sont tués net. Un grand-père marche lentement avec sa canne, sur le trottoir. Ils le tuent aussi. Comme la veille, les marines tirent sur un 4 _ 4 qui longe la berge du fleuve, s'approchant trop près d'eux. Criblée de balles, la voiture part en tonneau. Deux femmes et un enfant en sortent, miraculés. Ils se réfugient dans une mesure. Elle est volatilisée quelques instants plus tard par un tir tendu de char.

Les marines sont conditionnés pour atteindre l'objectif à tout prix, en restant vivant, face à n'importe quel ennemi. Ils abusent d'une force inadaptée. Cette troupe aguerrie, suivie de tonnes de matériel, appuyée par une artillerie extraordinaire, protégée par des avions de chasse et des hélicoptères ultramodernes, tire sur des habitants qui n'y comprennent rien.

J'ai vu directement une quinzaine de civils tués en deux jours. Je connais assez la guerre pour savoir qu'elle est toujours sale, que les civils sont les premières victimes. Mais comme ça, c'est absurde. (...) Des soldats, désarmés, disent : "Je ne suis pas préparé à ça, je ne suis pas venu ici pour tirer sur des civils." Le colonel oppose que les Irakiens utilisent les habitants pour tuer des marines, que "des soldats sont déguisés en civils, que des ambulances commettent des attentats".

J'ai emmené en voiture une fillette qui avait l'humérus transpercé par une balle. Enrico la tient dans ses bras. A l'arrière, le père de la fillette protège son petit garçon blessé au torse et qui est en train de perdre connaissance. L'homme dit au docteur, à l'arrière des lignes, à l'aide de gestes : "Je ne comprends pas, je marchais en tenant mes enfants par la main. Pourquoi n'avez-vous pas tiré en l'air ? Ou même sur moi ?"

In *Le Monde*, 12.04.03. Propos recueillis par Michel Guerrin